



ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Les patrons au bord de la crise de nerfs face à l'instabilité politique

Près de 60 % des chefs d'entreprise redoutent que le chaos politique ait des répercussions sur la consommation des Français, d'après la Grande consultation des entrepreneurs pour CCI France, La Tribune et LCI.

GRÉGOIRE NORMAND

EXCLUSIF. Les secousses de la dissolution de l'Assemblée nationale continuent de faire trembler l'économie tricolore. Et, l'arrivée de Sébastien Lecornu à Matignon ne risque pas de mettre fin aux inquiétudes des milieux dirigeants. 59 % des chefs d'entreprise considèrent que la situation politique actuelle a un impact négatif sur la consommation des ménages. Et, 27 % considèrent que c'est déjà le cas, selon la Grande consultation des entrepreneurs réalisée par OpinionWay pour CCI France, La Tribune et LCI.

Des résultats qui viennent confirmer la conjoncture morose de l'économie tricolore. L'OFCE dans son ouvrage sur *L'Économie française 2026* (La Découverte/septembre 2025) rappelle que « les incertitudes sur le plan national restent très élevées, et même en supposant qu'elles se dissipent, progressivement dans les mois à venir, la croissance du PIB gardera des stigmates durant l'année en cours ». L'envolée de l'incertitude et la censure du budget fin 2024 ont amputé la croissance de

0,3 point de PIB, ont calculé les économistes du centre de recherches associé à Sciences-Po. L'OFCE table sur une stagnation du pouvoir d'achat des Français (+0,3 %) en 2025 et une baisse en 2026 (-0,4). À cela s'ajoute la politique commerciale chaotique du président américain qui a plongé les entreprises dans l'incrédulité. « C'est un écoûrement profond concernant le jeu actuel entre partis politiques », s'agace ainsi Marc Prikazsky, le PDG de Ceva Santé. Celui qui est également président du club des ETI de Nouvelle-Aquitaine tire aussi à boulets rouges sur le projet de taxe Zucman. « Il y a une exaspération que je n'avais jamais vue vis-à-vis de la déconnexion des responsables politiques avec la situation micro-économique... », confirme un autre industriel girondin.

Craintes sur leur entreprise et l'attractivité de la France

Outre la consommation des ménages, 54 % des répondants affirment que la situation politique actuelle a des répercussions négatives sur leurs entreprises. Et 18 % indiquent que c'est déjà le cas. Là encore, l'OFCE prévoit en 2025 un recul de





l'investissement des entreprises (Formation brute de capital fixe/FBCF) de 1% après une chute en 2024 encore plus marquée (-1,6%) en 2024. Dans la Grande consultation des entrepreneurs (GCE), près de la moitié des chefs d'entreprise estiment que la crise politique va contribuer à annuler ou à mettre sur pause des projets d'investissements. Sur les recrutements, 39% des répondants expliquent que cette instabilité pourrait annuler ou reporter des embauches.

Autre motif d'inquiétude, l'impact du brouillard politico-budgétaire sur l'image de la France à l'étranger. Érigée en étandard de la politique économique du président Macron, l'attractivité pourrait pâtir des changements intempestifs de gouvernements depuis début 2024. Ainsi, 54% des chefs d'entreprise estiment que l'instabilité politique a pesé sur la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie française. Et 14% pensent que c'est déjà le cas. Un coup dur pour l'Élysée en pointe sur le sommet Choose France organisé traditionnellement au château de Versailles en présence de patrons de multinationales.

Baisse des prélèvements et simplification

Interrogés sur les priorités attendues de Sébastien Lecornu pour soutenir les entreprises, les dirigeants répondent en grande majorité par la baisse des prélèvements (77%). Cette proportion atteint même un pic dans le commerce (83%) et la construction (82%). Dans les services, ce taux s'étale à 71%. En pleine préparation sur le bud-

get 2026, le nouveau Premier ministre a entamé un cycle de négociations avec les oppositions. Faute de majorité, Sébastien Lecornu devrait faire des concessions sur la fiscalité des entreprises et du capital s'il veut s'éviter la censure des socialistes.

Dernièrement, les débats ont fait rage sur la fameuse taxe Zucman, un impôt plancher de 2% sur le patrimoine des grandes fortunes. Mais Matignon planche également sur d'autres pistes de prélèvement concernant les holdings accusées de dérives ou encore une réforme du Pacte Dutreil.

Autre mesure attendue du gouvernement, la poursuite de la simplification administrative (43%). Là encore, le calendrier du projet de loi porté par l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire a été sérieusement chamboulé par tous les changements gouvernementaux.

Quant à la réduction de la dette publique, elle n'arrive qu'en quatrième position (34%) après le soutien à l'emploi (35%). Les alertes de l'ancien Premier ministre François Bayrou sur les risques liés à l'endettement tricolore n'ont pas eu de répercussions importantes sur les attentes des chefs d'entreprise à l'égard de Matignon. En bas de tableau, figurent le soutien à l'exportation (3%), l'innovation (8%) et la transition écologique des entreprises (9%).

Méthode : Étude réalisée auprès d'un échantillon de 1 014 dirigeants d'entreprises comprenant au moins un salarié. L'échantillon a été interrogé par téléphone du 11 au 19 septembre. LT



Le quartier d'affaires de la Défense à Paris. GFM/J.S/ - REUTERS - GONZALO FUENTES

